

Cinquième Rencontre internationale de Dakhla, Maroc

La Nouvelle Economie Mondiale,

Transformations structurelles, Impacts et réponses des acteurs.

Dakhla, les 7 et 8 décembre 2017.

Panel 2 : Les réponses des acteurs (Etats, territoires, entreprises, sociétés civiles, institutions régionales et internationales).

L'Economie politique des boutons d'or : des propositions de sortie de crise pour les démocraties libérales représentatives<sup>1</sup>.

M-P Verlaeten

mpv194805@gmail.com

1. **Résumé.** En interne, les démocraties libérales représentatives du village planétaire vivent une crise de légitimité politique, sous une double crise du sens : disparition de celui du passé et fuite en avant de celui en devenir, sous changements et révolutions accompagnantes, en cours, économiques et autres. Parmi les révolutions, la plus mise en lumière est la numérisation du monde et des êtres, en convergence avec quelques autres et celle qui fait le plus peur, la robotisation affinée. En externe, les citoyens de ces démocraties apprennent une nouvelle grammaire mondiale : un univers où de multiples acteurs publics et privés, cherchent des partages de pouvoir, avec tous les moyens disponibles, sans trop de souci pour l'humanité et le climat ou plus précisément la vie biologique et planétaire. Globalement, sous crises et surprises, ces démocraties deviennent plus instables. Clairement, leurs gouvernements ne peuvent plus protéger leurs citoyens comme espéré. Par conséquent, il s'impose d'en renforcer la cohésion sociale, de façon prioritaire. Des propositions d'actions, allant d'une éducation nouvelle au déploiement d'une culture massive de talents et créativité individuels, sont proposées. Un autre développement doit en naître, intégrant le souci climatique, la croissance modifiée, son partage social et la revitalisation de la démocratie. Sous ce devenir attendu, elles doivent ouvrir des dialogues, mondiaux, nouveaux avec l'islam, la Russie, la Chine et l'Afrique.
2. **Mots clefs :** démocratie libérale représentative, sens, talents et créativité individuels, connaissance de soi et des autres, Economie politique des boutons d'or.

**Diagnostic :** Des démocraties libérales sous une double crise du sens et un contexte de gouvernance mondiale déstabilisateur.

3. Les changements économiques<sup>2</sup>, en cours, depuis la fin des « Trente Glorieuses » (1945-75), ont provoqué une double crise du sens dans les démocraties libérales représentatives<sup>3</sup>, des pays dits

---

<sup>1</sup>Ce papier est une courte synthèse d'un exposé terminant un ouvrage de l'auteur, en cours de rédaction, consacré aux démocraties libérales représentatives.

<sup>2</sup>Il s'agit de la mondialisation de l'économie de marché, de la globalisation voire de la globalisation stratégique. Dans le premier cas, les productions de biens (marchandises et services) migrent partout dans le monde, selon les meilleures conditions d'offre, concurrentielle et rentable. Dans le deuxième, la logique marchande domine toutes les autres, dans les processus de décision et dans le troisième, des pays, en ayant les moyens, défendent partout leurs intérêts quels qu'ils soient. Globalement, ces trois cas sont souvent interactifs. Ces changements économiques sont accompagnés par des révolutions, technologiques et autres, ainsi que par des changements non économiques comme celui du climat, du vieillissement de la population, d'une circulation plus ouverte des idées et des cultures et d'un radicalisme religieux de source islamiste. Globalement, un village planétaire d'intégrations, mais aussi des ruptures. Dans ce cadre, au plan de la gouvernance mondiale, une incertitude domine la fin du leadership américain du passé et requiert une réponse, paraissant complexe, au vu des opérateurs actifs, publics et privés, grandes et autres puissances, groupes armés de résistance variée, sur un comment partager les grandes décisions, dans un village planétaire soumis à l'interactivité entre intégrations et ruptures. Mais un village planétaire où tous les humains pâtiront du changement climatique, du fait d'une montée de température moyenne, trop forte, déjà en cours.

riches, qui furent, depuis longtemps, les acteurs majeurs du développement économique dans le monde. Sous la concurrence de pays sortant du sous-développement chronique, dont le leader emblématique est la Chine, leurs populations laborieuses ont dû accepter, de plus en plus de sacrifices, pour continuer à avoir du travail. En effet, des politiques de flexibilité du travail ont été appliquées, dans le contexte de marchés dérégulés, au motif d'une résorption automatique des déséquilibres de marché, par des prix, libérés de contraintes étatiques, répondant à des motifs divers. En termes clairs, sur le marché du travail, des conditions de travail, variant à la demande d'éventuels recruteurs, flexibles donc, devaient assurer le retour du plein-emploi du passé : un taux de chômage de 3 % de la population active, en « boostant » la concurrence d'abord et puis sa rentabilité, sous un capitalisme nomade et sensible à la spéculation. Mais la chanteuse C. Dion aurait pu le chanter, ce n'était qu'un rêve ! En effet, de façon générale, l'emploi salarié, avec des bons salaires, espoir de montée sociale, pour les enfants de nombreux laborieux, est resté en panne et, avec lui, les modalités de distribution de la richesse monétaire et l'accession sociale. Certes, les effets ont été particulièrement accentués pour les peu et moyennement qualifiés. Mais progressivement, la crise de l'emploi, concurrencé, a aussi été étendue aux qualifications plus élevées. Nulle surprise dans ce cadre. En effet, les nouveaux pays, appelés « émergents », ont, progressivement, pris des mesures, pour maintenir leurs avantages de compétition, voire les renforcer, ne voulant à aucun cas retourner dans le sous-développement chronique. La crise s'est aussi étendue aux petits producteurs, agricoles, écrasés par une distribution ayant un pouvoir de monopole et de même aux PME, qui, en relation de sous-traitance avec les groupes mondialisés, ont dû en supporter les ajustements divers. Globalement, les démocraties libérales représentatives ont vécu un divorce entre démocratie et libéralisme, marqué par l'émergence d'une sociologie à deux entrées : des gagnants et des perdants. Les premiers pilotaient les changements, au mieux de leurs intérêts, sans trop payer d'impôts locaux, de façon légale et/ou sous fraude organisée, et, en plus, ils conseillaient les gouvernements, de façon privilégiée, tandis que les seconds regroupaient tous ceux, dont les revenus du travail dépendaient des résultats mondiaux des premiers, sous des combinaisons de considérations objectives et subjectives, signalant leur impuissance et leur faisant vivre une sorte de fatalité. En effet, de nombreux acteurs de l'offre nationale de production, des démocraties en question, ont investi dans le monde, provoquant restructurations et délocalisations industrielles, de même qu'externalisations des services aux entreprises, en quête qu'ils étaient, de profits plus élevés et rapides, un comportement parfaitement acceptable, sous la dérégulation des marchés et des porosités entre secteurs publics et privés, alors que la demande de distribution de la richesse induite, c'est-à-dire le pouvoir d'achat et la solidarité, y relatives, pour cause d'emploi concurrencé, restait sédentaire comme la demande de biens. Même les activités de recherche et développement de prototypes ont été touchées. Ainsi, emplois salariés, pouvoirs d'achat, solidarité institutionnalisée et revenus de petits producteurs ont été mis sous contraintes d'écoulement. Des parents ont appris à vivre le déclassement de leurs enfants, entrés dans des classes dites moyennes, durant les « Trente Glorieuses ». Or, il s'agissait des « marqueurs » de la démocratie effective, donc du « vivre ensemble », permettant à des masses de citoyens de faire face aux aléas de la vie, à titre personnel et familial, sous une identité du « faire » ou du métier généralement. Plus précisément encore, des marqueurs d'une égalité des chances permettant, à de multiples différences, d'être fières de leur identité politique, car leur permettant de construire des projets de vie et des anticipations pour leurs enfants. Des différences faisant à la fois la richesse, mais aussi la complexité du substrat social, humain et culturel des sociétés des démocraties en question. Des différences questionnant en arrière-plan de la croissance sur l'efficacité de divers modèles d'intégration. Progressivement, la sociologie des gagnants et des perdants s'est inscrite dans les paysages. En effet, des espaces en ont présenté les traits de richesse ou de pauvreté, des « visages » devenant permanents sous une mixité sociale réduite. Progressivement, des espaces

---

<sup>3</sup> Il s'agit de pays ayant un état de droit protégeant la liberté individuelle, un suffrage universel dont découle une représentation des gouvernés par des députés, issus de listes dressées par des partis politiques légaux, une séparation des pouvoirs politiques et une architecture de contre-pouvoirs dont une presse libre. Les pays ainsi classés sont principalement les Etats-Unis, le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, la Suisse, le Royaume-Uni, la Norvège, l'Islande et les pays-membres de l'Union Européenne. Au plan culturel, on les appelle souvent « occidentaux », c'est-à-dire des pays marqués par la culture judéo-chrétienne, une culture fécondée par d'autres dont l'islam et réciproquement.

ont fini par sembler être oubliés par le développement et aussi ...l'ordre public et ses services. En effet, une crise de l'endettement public conduisit à renforcer les politiques de moindres dépenses dont sociales voire à les transformer en mesures d'austérité. Les ambitions démocratiques ont dès lors fondu comme neige au soleil, de nombreux citoyens perdant toute intermédiation entre eux et le « marché », entrant dans des ghettos de pauvreté et comprenant qu'ils laisseraient cet état à leurs enfants. Des espaces en furent plus marqués que d'autres et de même des pays. Par conséquent, dans les démocraties sous-revues, le sens du passé, a été érodé, soit plus concrètement, les façons de vivre et de partager, tandis que le sens en devenir ou les façons d'anticiper et de rêver, a semblé être une suite de fuites en avant, sous le chômage récurrent et plus généralement, la fonte des neiges démocratiques. Globalement, à partir de la France et la Belgique, un visage européen de la social- démocratie (R.-U. excepté) est apparu : de plus en plus d'érosion sociale en allant vers le sud et le contraire vers le nord. Une exception britannique marquée par une flexibilité dans l'univers du travail, plus outrancière, que partout ailleurs. Mais cela n'est pas tout. En effet, des peurs nouvelles sont apparues. Une peur liée à un changement climatique, en cours, de mieux en mieux documenté en responsabilité humaine y relative, s'accéléralant sous des investissements privés en cours et, plus généralement, la difficulté de négocier un partage d'engagements au service d'un volontarisme d'avenir : protéger enfin la vie à laquelle les humains, tous, dans leurs diversité culturelle, appartiennent, avec des budgets sérieux y relatifs. Peur aussi dans le cas du déploiement d'une robotisation, plus affinée, au sens de plus intelligente, dotée d'émotions voire de conscience, au point que certains en imaginent déjà l'émergence d'une espèce nouvelle, dépassant l'humaine : la « post humaine ». Des peurs, en effet, car il faudrait changer de mode de croissance, plus vite, au nom du climat, donc une nouvelle fois se tracasser pour l'emploi et le pouvoir d'achat, sous l'incertitude de réaliser les objectifs des Cop 21 (Paris) et 22 (Marrakech)<sup>4</sup> et, en outre, s'adapter encore, pour trouver du recrutement, sous la naissance de nouveaux métiers liés à la robotisation, une des révolutions technologiques accompagnant les changements en cours. Des révolutions dépassant l'univers des techniques pour se répandre dans les façons de travailler, se comporter, consommer, transporter, financer, etc. Des révolutions demandant des arbitrages démocratiques, n'ayant pas lieu, tant elles pourraient autant être bénéfiques que le contraire. Au total, tellement de « chamboulements » de comportements et d'attentes que l'on en parle, à ce jour, en termes de changement de paradigme ou format de production de la recherche, du savoir et d'exister aussi. Certes, le passé véhicula des révolutions et des adaptations massives surgirent, mais, peurs bien légitimes, sous l'absence des moyens publics et privés, de formation et de protection, par exemple, qu'il faudrait, pour faire entrer des citoyens, en masse, dans un univers plus intelligent et créatif, sans être plus cruel dont en termes de protection individuelle et/ou familiale attendue et ce d'autant plus, qu'à la différence du passé, de nombreux concurrents sont là, qui, tous, rivalisent, pour gagner les nouvelles compétitions. A titre d'illustration, la Chine est le plus gros importateur de robots.

4. La double crise du sens a dégénéré en crise de légitimité politique, quand de nombreux citoyens ont perdu la confiance en la capacité de leurs dirigeants de les ramener vers du bien-être. Ils ont entendu des discours, répétés de multiples fois, et, en ont ressenti les effets contraires. Ils ont vu monter les inégalités de revenus, la puissance de l'argent face aux autres valeurs. Cette puissance leur est apparue, comme un iceberg monstrueux, lors de la crise des taux hypothécaires débutant aux E.-U. (septembre 2007) et contaminant les autres pays, quand ils comprirent que des risques de systèmes étaient là, pour longtemps. Qu'ils découvrirent que leurs « petites » épargnes étaient exposées au risque de perte, sous la création, au profit des pilotes des changements économiques en cours, révolutions incluses, d'architectures de titres financiers, en émancipation, de plus en plus, aigüe des fondamentaux des entreprises, dont la productivité

---

<sup>4</sup> Incertitude, en effet, puisqu'il est très vite apparu, après la Cop 21, que l'objectif de moins de 2 degrés de réchauffement de la moyenne climatique, d'ici à la fin du siècle, ne serait pas tenu, du fait des engagements à long terme déjà en cours. La sortie décidée des Etats -Unis devrait aggraver ce réalisme. A la perspective d'une hausse de 3 à 3,5 degrés Celsius, selon le GIEC, serait ajoutée une contribution américaine de 0,3 degré. Globalement, le niveau moyen des mers devrait monter d'un mètre, ce qui provoquerait un afflux de 250 millions de réfugiés climatique d'ici à 2050. Enfin, il convient de souligner, qu'avec une telle montée de température, les adaptations de la faune et la flore seront beaucoup plus mises sous contraintes. Des irréversibilités vont donc surgir.

du travail. Une grandeur toujours pourtant mise en avant, pour demander plus d'adaptation sociale, plus de patience et d'abnégation au nom de la concurrence, alors que cette dernière se gagne, à terme, par une trinité combinant prix, qualité et caractéristiques innovantes du produit. Tous les partis de gouvernement ont été touchés et de même leurs conseillers, voire même la presse taxée de partialité. Le ressenti est devenu d'autant plus insupportable, que les sociétés, en plus d'être progressivement devenues celles du marché<sup>5</sup>, par érosion des ambitions démocratiques volontaires, le devenaient aussi d'une communication glorifiant la richesse et la réussite de certains<sup>6</sup>, des « élus », laissant croire aux autres qu'ils avaient failli, mais en quoi ? Question devenant lancinante sous les doutes semés par certains acteurs médiatiques et l'intoxication par de pseudos réussites de certains pays, face à d'autres, comparaison n'étant vraiment raison dans ce cas. Et de même, sous la montée d'affaires de corruption et d'indélicatesse fiscale, peu à peu découvertes, sous les contributions de lanceurs d'alertes, de journalistes d'investigation et le bouillonnement de réseaux sociaux. Les perdants des changements en cours se découvrent piégés par une morale non partagée, comme si la politique pouvait se passer de morale ou encore l'acteur politique faire l'impasse sur l'éthique du bien commun et de l'intérêt général.

5. Globalement, les citoyens ont découvert l'état de déliquescence des valeurs de leur démocratie. Beaucoup l'ont aussi regardée au quotidien dans leurs villes, banlieues et campagnes. Selon des sensibilités politiques diverses, voire culturelles, des formats de personnalité... mais aussi des états de souffrance, ils se sont mis à attendre quelque chose, sans trop savoir quoi, si ce n'est le retour de l'emploi et le pouvoir d'achat, du passé en somme, et une vie politique plus « propre ». Dans ce dernier cas, un peu comme un scénario à la Coluche, certains sont partis à la recherche d'une lessive lavant plus blanc que blanc, ou encore celle qui va chercher la saleté au cœur du linge ! Dans ce cadre, progressivement, des acteurs politiques, se voulant nouveaux, leur ont expliqué, ce qu'il convenait de faire : refermer les espaces nationaux dans le cas de pays-membres de l'U.E., a fortiori, sous l'arrivée de migrants venant de zones de guerre ou fuyant le sous-développement. Limiter le « vivre ensemble » et ses moyens à de « bons » citoyens de souche et, à tout le moins, se méfier de certains autres ! Des autres questionnés en termes d'intégration, de foi bien pratiquée, etc. Un discours progressivement intégré au « bon » sens diffusé, sous une banalisation des thèmes et de leurs vocabulaires, par des partis de gouvernement ne voulant pas perdre leurs positions. Des partis de gouvernement, incapables de trouver l'équilibre entre liberté individuelle, efficacité des décisions privées et résorption des inégalités, la tâche majeure, selon Keynes (1883-1946), un « grand » libéral dont la régulation, extérieure aux marchés, avait marqué les « Trente Glorieuses ». Des partis, d'orientation libérale ou socialiste réformiste, ayant, tous, choisi la liberté et l'efficacité et remis, à demain ou après, l'effort pour résorber les inégalités. Et de même prônant la liberté, la prise de risques, mais de plus en plus sans protection. Des partis continuant à dire qu'il fallait poursuivre les mêmes politiques voire les renforcer, ce qui signifiait au niveau européen, toujours plus de différenciation, entre des membres ayant accepté les mêmes normes de défense d'une monnaie unique, sous des forces diverses de compétitivité. Des acteurs utilisant donc la subsidiarité, pour créer toujours plus d'avantages concurrentiels rentables. Une subsidiarité sans fin, puisque dès qu'un avantage émergeait d'un pays, son érosion commençait, sous les réactions des autres. Globalement, des partis ayant oublié la question de l'harmonie sociale, une autre façon, ancienne, d'envisager l'intégration des différences humaines d'une société, à promouvoir par tous les gouvernements, d'orientation libérale selon A. Smith (1723-90), un des pères fondateurs de l'Economie politique du libéralisme économique : une doctrine d'ordre sociétal, avec un moteur d'égoïsme et d'appropriation privée, sous l'action d'une main invisible se chargeant du bien commun et de l'intérêt général. Par conséquent, une doctrine du « laissez-faire et passer » le secteur privé et de présence étatique minimale, l'Etat étant un acteur surtout régalien. Selon cette doctrine des pays

---

<sup>5</sup> Il s'agit d'un concept dû à Fr. von Hayek (1899-1992), l'économiste bien connu, grand critique de Keynes, reprenant une idée du philosophe empiriste de D. Hume (1711-76) : des sujets organisés par leurs objets d'échange. Dans une telle société, il n'y a pas de projet volontaire d'organisation collective, cette dernière naissant des activités des uns et des autres et d'une sélection, le temps passant. Une telle société est stable, car naissant des imaginations de chacun, en expérimentation, sans domination préalable. Chez Hayek, les sujets ne sont pas rationnels. Ils sont surtout libres, ignorants, mais imaginatifs.

<sup>6</sup> Communication régulière des listes des milliardaires et des millionnaires.

occidentaux, le monde n'est, en effet, pas un chaos, une jungle de prédateurs, il est ordonné dans sa nature profonde (divine) et les humains doivent en trouver les lois, afin que, de leurs décisions d'agir, naisse le calibrage de l'harmonie sociale. Telle était, en effet, le message d'une doctrine, le libéralisme économique, mise dans le contexte de droits individuels protégés, de plus en plus étendus, le temps passant : le libéralisme politique, une doctrine, ayant dominé le développement économique des pays riches, et contaminé celui des autres, plutôt au privilège des premiers, d'ailleurs, depuis le courant du XVIIIe siècle, jusqu'à l'entre-deux guerres, un moment de montée en dominance du keynésianisme, ce dernier prenant fin, progressivement, sous les « Trente Glorieuses, une période de conquête de la souveraineté politique aussi par de nombreux pays en étant dépourvus avant. Après cette période, le libéralisme du passé revint sur le devant de la scène de la pensée politique, par le déploiement de deux sous-courants : le néo-conservatisme et l'ultralibéralisme, au point que l'on parla de néo-libéralisme. Des courants de pensée économique aidèrent à modifier les politiques publiques par une macroéconomie convenant à une microéconomie de marchés efficaces : d'abord une politique monétaire de croissance stable et modérée, facile à anticiper, par des acteurs privés décidant des choix d'avenir et agissant sur des marchés autorégulés par leurs prix libérés, puis la politique monétaire régulée via des taux d'intérêts de référence et enfin une politique monétaire soutenant des monnaies fortes. Ces courants fournirent rationalité à des acteurs politiques en faveur d'un vaste recul étatique, qui fut opéré. Globalement, le néo-libéralisme laissa tomber l'harmonie sociale ou encore l'intégration sociale, au profit d'un individualisme du mérite d'entreprendre, tomber et se relever sans cesse, un apporteur de solutions, tant au plan individuel que sociétal, un individualisme méritant aide et argent (néo-conservatisme). Un individualisme aussi marqué par le calcul rationnel du seul intérêt privé rendant non nécessaire toute recherche d'autre source d'explication des décisions sociétales (ultralibéralisme). Alors la société n'est plus qu'un ensemble, d'îles se voulant isolées, chacune recherchant des avantages face aux autres, l'Etat n'étant plus qu'un gardien de règles du jeu de la compétition marchande, technique, etc. et des engagements internationaux et supranationaux. Dans ce cadre, en étant l'avocate du diable, la compétition devint la voie ou encore le sens recherché pour vivre, une prétention, qui, très vite, va rencontrer ses limites sous une nouvelle peur.

6. Les peurs de lendemains, qui ne chanteraient pas, furent renforcées, quand les citoyens comprirent que le radicalisme religieux, dont ils voyaient les ravages, dans des zones ciblées, n'était pas qu'occasionnel et limité à ces espaces. Certes, des circonstances historiques avaient joué et aussi des partages de responsabilités. Mais, en outre, des acteurs amenaient, aussi, une réaction à des changements, en cours, érodant des cultures, comme la concurrence, des vies et des rêves. Face aux intégrations opérant dans le village planétaire, des ruptures avaient lieu dont naissait une stratégie de pouvoir politique, cherchant à construire un Etat religieux, un califat comme dans le passé des Ottomans, sur un grand espace, en utilisant tous les moyens possibles. Plus précisément, que ce qu'ils regardaient étaient des êtres humains, comme eux, mais pour lesquels le but justifiait les moyens, une thématique que leurs parents avaient connue durant la seconde guerre mondiale. Une industrie de la mort au service d'une pureté illusoire, un peu oubliée, alors que, pourtant, déjà revenue dont lors du conflit de déconstruction de la Yougoslavie. Par conséquent, la violence la plus extrême utilisée dont par des leurs, les surprit, de plus en plus, près d'eux, dans leur voisinage, et dans des lieux de vie ciblés. En fait, les citoyens apprenaient la nouvelle grammaire de la gouvernance mondiale. Ils apprenaient à lire un monde de « grandes » puissances, nucléaires, au leadership du passé modifié, « réglant » des comptes par intermédiaires locaux, tout en subodorant leur maîtrise, puisqu'elles les payaient voire les armaient et d'autres puissances faisant de même, pour se partager la domination sur un trésor du monde : l'islam. Des intermédiaires ayant pourtant fini par échapper aux uns comme aux autres. Par conséquent, un monde plus ouvert, mais aussi plus instable. Un monde de paix avec des nuages orageux tombant ici et là dont au sein des démocraties libérales sous-revues ou encore de la Russie. Un monde de retour de certaines puissances comme la Russie, la Chine, la Turquie et l'Iran, n'ayant pas oublié leur passé et pouvant nourrir leurs responsabilités mondiales de certaines crispations, considérations sur des frontières, etc. Un monde de blessure par manque d'unité politique aussi ayant les mêmes effets. Les citoyens voyaient aussi des puissances privées plus riches que leurs Etats, des groupes publics et privés lancés dans la cyberguerre, des médias cultivant le doute, etc. Globalement, les citoyens découvrirent que, sous la nouvelle grammaire du

pouvoir mondial, même la protection de leur Etat était en crise comme le développement auquel ils étaient habitués.

7. En conclusion, il y a autant de raisons internes qu'externes de reconstruire la cohésion sociale ou le « vivre ensemble » ou l'égalité des chances dans les démocraties libérales représentatives, toutes touchées, par la double crise du sens, quoique sous une intensité variable. Comment ? En recréant du sens en devenir, pour le plus grand nombre et, dans ce cadre nouveau, ouvrir des dialogues, pour rompre le « pain » de la peine voire de la haine et la guerre de quelque nature qu'elle soit envisagée. Le développement qui suit l'explique.

### **Développement : Créer du sens en devenir par une nouvelle Economie politique des boutons d'or.**

8. **Du devenir.** Recréer du sens en devenir viendra par une nouvelle Economie politique donnant vie à un autre moteur de développement que l'égoïsme et son calcul rationnel. Sous une autre façon d'éduquer, un moteur de la connaissance de « soi » et des autres, sous un libre-arbitre, fera éclore talents et créativité du plus grand nombre, non à l'occasion, mais en tendance. Alors, sous un centrage des politiques publiques sur ces trésors, en soutien, formation et protection, et des modalités de démocratie participative, aura lieu le déploiement d'un développement centré sur le social, la vitalité démocratique et la protection de la vie de la planète. Une Economie politique incluant des modalités de démocraties participatives, en effet, pour éviter que « représentés rime avec plus écoutés », et que la compréhension des citoyens ne reste un des fronts de faiblesse des démocraties libérales. Globalement, une Economie où entreprendre sa vie, donc aussi ses rêves, a lieu sous efforts de compréhension de « soi », des autres et du monde, sans cynisme ni illusions roboratives, d'où l'intégration d'objectifs de finances publiques équilibrées et de reconstruction européenne. Un ensemble de décisions marquées par la liberté de conscience et de responsabilité tant des citoyens que des hommes politiques, une éthique, attendue, indispensable. Dans ce cadre de regard attentif aux autres, qui ne sont pas plus différents que nous, quand nous découvrons notre personnalité, de nouveaux dialogues mondiaux auront lieu, afin de transformer les crispations actuelles de la gouvernance mondiale. Cette nouvelle Economie politique est appelée l'Economie politique des boutons d'or, car les humains sont comme cette renoncule, au jaune éclatant, qui repousse toujours dans les jardins, pour peu qu'un petit bout de racine survive.
9. Au plan de sa lisibilité immédiate, la nouvelle Economie politique doit apporter des réponses à des questions dont la plus lancinante est, à ce jour : « Comment avoir plus de travail et de protection pour une masse de citoyens, dans des sociétés où la flexibilité dans l'univers du travail ne devrait plus être accrue, sans risque de rupture sociale systémique ». Des sociétés ne pouvant pourtant ni faire l'impasse sur les modifications de concurrence des pays émergents, sur la montée en contribution d'une intelligence artificielle, toujours plus raffinée, au point que certains en rêvent comme d'une espèce nouvelle, ni sur des changements dans la nature de la croissance, au nom du climat et surtout de la vie biologique et planétaire. Une réponse prudente est : en faisant surgir les talents et créativité du plus grand nombre, soit en capitalisant (croissance, emploi et revenu) sur le cognitif existentiel ou la culture dont une société peut jouir, si elle s'en donne les moyens. Tel est en fait l'enjeu collectif de la liberté individuelle, qui reste pourtant mise en avant, au nom du seul marché, soit plus précisément de son offre, concurrentielle et rentable, au plus près du terrain. Une liberté « peuplée » alors de nombreuses inégalités dont d'asymétrie dans les forces de négociation en présence et qui ne sauraient être prises en compte, seulement, par des mesures de protection et mesures d'accompagnement au cas par cas. Un poulailler avec des renards et de « pauvres » poules aurait dit Lacordaire (1802-61) appelant alors la loi pour empêcher que la liberté n'opresse. Une liberté réduite par des relations de pouvoir marchand et non la montée en importance de la liberté du plus grand nombre, pour créer du sens en devenir, soit dépassant le cadre marchand. Il ne s'agit pas d'un « beau » discours, mais d'une autre façon de parler de l'état des démocraties libérales représentatives où les valeurs semblent être de belles ruines à visiter, par des touristes riches !
10. Pour comprendre l'enjeu collectif de la liberté individuelle, il convient de préciser ce qu'est la culture. Cette dernière n'est pas que ce qui est montré dans les musées et les expositions diverses ou ce qui est listé par des noms célèbres, retenus dans les dictionnaires et les encyclopédies. Ces lisibilités n'éclairent que des pointes d'iceberg : des personnalités d'hommes

et de femmes, qui, en perspectives historiques, furent chanceux et d'autres moins, mais arrivant à maintenir le cap, même sous des conditions de misère. Tant d'hommes qui offrirent la plus haute excellence de ce qu'ils savaient faire, penser et imaginer. Dans toute culture, il y a un amont et un aval. L'amont est peuplé par les talents et les créativité de chaque homme et chaque femme, qui, un peu comme des graines jetées au vent, produisent des réalisations rencontrant des normes dont la culture en aval se nourrira. Les marchés d'une économie libérale aussi, quoi que sous diverses sélections, de sorte qu'une partie du cognitif et de l'existential de la société n'est jamais éclairé. C'est sur cette perte potentielle qu'il convient d'agir. En capitalisant, de façon la plus systématique possible, sur les talents et créativité des citoyens. Sortir d'un laisser-aller en la matière ou encore de divers hasards, favorables ou le contraire pour entrer dans des scénarios volontaristes. En somme, appliquer un « bon » sens de type : « faire flèche de tout bois », au nom d'un développement apportant aux sociétés libérales, les réponses à leurs problèmes : croissance, égalité des chances et cohésion sociale ou encore liberté individuelle et « vivre ensemble ». « Bon » exemple en interne, préalable à tout dialogue extérieur, espéré plus fécond que dans le passé. Là se trouve la fécondité, globale, d'une liberté individuelle dépassant le cadre marchand. Dans cette liberté déployée est aussi la réponse aux défis de l'intelligence artificielle. En effet, plus les frontières de l'intelligence, des émotions et de la conscience humaines sont repoussées, par talents et créativité, libérés et aidés, moins, il est évident de prétendre remplacer les hommes par des robots : des machines avec des algorithmes. Idem pour la nécessité de décider en faveur du climat et plus précisément de la vie biologique. En effet, cette question requiert la constitution de filières scientifiques et techniques et de pratiques de métiers, qui, souvent, manquent à ce jour. Enfin, globalement, « pousser » sur talents et créativité du plus grand nombre, en tendance, est, simplement aussi un comportement, politique, prudent sous anticipation de risques<sup>7</sup> d'avenir.

11. **De l'éducation autrement.** La culture attendue a un contexte d'amont : la constitution d'un patrimoine de savoirs et de comportements : **une éducation, ouverte sur la connaissance de « soi » et des autres, féconde d'une meilleure compréhension de liberté individuelle et socialisation de la personnalité, donc aussi de désir voire pulsion et contraintes de liberté sous construction sociale de chaque personnalité.** Plus tard, les adultes pourront mieux décider sur les moyens de la liberté individuelle sans perdre de vue le « vivre ensemble ». Ils auront travaillé sur une éthique personnelle nécessaire. Cela devrait modifier les choix du suffrage universel et dès lors la démocratie, pour autant que ces adultes soient écoutés, non plus sous simple souhait, mais sous des modalités effectives de démocratie participative. La démonstration s'appuie sur cinq scénarios d'éveil des enfants, qui, selon toute vraisemblance, n'en épuisent pas la thématique. Les scénarios sont : « Socrate et le numérique », « Socrate, post vérité, trolls, communication et doute », « Socrate et le barbare », « la tête et les mains », « moi et nous ».
12. **Socrate et le numérique : Eveiller les enfants sur « soi » et la relativité des idées.** Les talents et créativité surgissent quand chacun, dès l'enfance, est éveillé à lui-même, et qu'en plus de l'être par les parents, cet éveil est accueilli, de façon favorable, par des enseignants formés, en outre, disposant d'outils et de scénarios pédagogiques. Chacun réagit aux matières enseignées dans le mystère d'une personnalité qu'il convient d'éclairer, car tout dans la vie en dépend. Autrement dit, au lieu que la personnalité viennent à la conscience, de façon implicite, au hasard d'apprentissages et d'expérimentations, contextualisés, en outre, il s'agirait de l'y aider de façon explicite et le plus tôt possible. Voici un exemple de ce qui serait souhaitable. Très tôt, faire jouer à l'enfant, auquel quelque chose a été enseigné, le rôle d'un enseignant. Tourné vers les autres, cet enfant dirait ce qu'il a retenu et pourquoi ? Quant à l'enseignant, il mettrait, d'abord en évidence, la personnalisation du savoir donc son interprétation et, ensuite, la contrainte induite, quand il faut agir en collaboration. Dans ce cadre, il inviterait chaque enfant à mieux exprimer ses idées, tout en cultivant son libre-arbitre et, ensuite, à les défendre devant les autres, invités à intervenir, même en produisant un effet blessant. Dans ce cas, il faudrait faire comprendre, à l'enfant, la différence entre une volonté de blesser et un effet inattendu. Pour réaliser cet objectif

---

<sup>7</sup> Les scénarios d'impact de la robotisation sont variables, ce qui permet tout autant d'être optimiste que le contraire. De même, qui peut se prononcer à ce jour sur les impacts de la transition énergétique effective. Dans ce cadre, il faut envisager toutes les modalités pour réduire les risques, les sociétés en présentant suffisamment déjà.

de classe inversée<sup>8</sup>, il faut de petites classes et donc plus d'enseignants. Un coût pour la société surgit donc, mais qui sera « remboursé » par l'éveil attendu et ses jardins de talents et créativité. Ce mouvement favorable est déjà en cours<sup>9</sup>. A l'évidence, ce type d'enseignement devrait dominer tous les niveaux d'enseignements et leurs filières. Globalement, il apprend aux enseignants à contextualiser les savoirs et les transférer dans ce cadre. Les T.I.C. vont y aider puisque ces technologies permettent la diffusion d'enseignements standardisés via des outils numériques. Elles libèrent les enseignants de l'écriture des cours et leur permettent de se concentrer sur ceux à retirer des classes inversées. Les enseignants deviennent alors des opérateurs agissant au cœur de la relativité du signifiant (ou des idées) sous libre-arbitre pratiqué. Ce scénario est au service de la formation de futurs citoyens aptes à clarifier leurs idées et les défendre sans en venir naturellement aux poings. Des enfants, tellement bien éveillés, qu'ils arriveraient à défendre les idées des autres, sans les partager !

13. **Socrate, « post vérité », trolls, communication et doute : Eveiller les enfants à leurs productions de sens pour vivre.** Dans des petites classes, aider les enfants, à pratiquer la relativité des postures existentielles, en libre-arbitre, est une culture puissante de réflexion sur la production de sens, qui occupe, chacun, durant toute la vie, sans toujours bien s'en rendre compte. Pourquoi tenir à des idées plutôt qu'à d'autres ? La réponse immédiate est parce qu'elles aident à mieux vivre, mais est-ce toujours le cas ? N'y-a-t-il pas aussi du conformisme et des servitudes volontaires ? Chacun est-il vraiment le propriétaire de ses idées ? Des épreuves ne surgissent-elles pas où s'en sortir requiert de s'en défaire, du moins un peu ? Autant de questions pertinentes, pour vivre dans des sociétés de changement et d'ouverture à d'autres cultures, donc de rencontre d'autres humains, qui croient « eux », aussi, qu'ils sont propriétaires, voire plus dépositaires de la « vérité ». Globalement apprendre à prendre de la distance avec le signifiant, parce que d'un moment, peut-être ! Dès lors, être mieux armé pour faire face à l'attitude « post vérité » qui se répand, de plus en plus, par vagues de doutes semés. Des vagues de déstabilisation sauf, quand on en a acquis la pratique. De même, être mieux capable de résister aux « trolls » : des contenus modifiés de façon indélicate. Comment ? En mettant les enfants en situation, c'est-à-dire les faisant travailler sur des textes modifiés par eux. Leur faire découvrir jusqu'où une logique peut être poussée et où il en est sorti. De petits exemples, certainement insuffisants, mais leur rappelant combien il est facile de faire croire des choses à chacun, voire d'engager des masses d'humains dans des actions. Pour conclure quoi ? Qu'ils doivent apprendre à résister au sens, qui leur sera fourni toute leur vie, par divers canaux de communication : les explicites et les autres : les relationnels, les culturels, les marchands, surtout avec les valorisations convenant. Leur faire comprendre qu'ils produisent du sens pour vivre, qu'être libre le requiert, pour le penser et l'expérimenter, car la signification de vivre est : découvrir les multiples frontières de la compréhension du monde et des êtres. Ce sens est, en effet, une production, contextualisée, d'une liberté sous socialisation de la personnalité, donc qu'en douter, n'est qu'en souligner le caractère relatif, une posture existentielle appelée l'émergence de la conscience, laquelle fait partie de la vie, comme respirer, manger et boire. Une rencontre avec un « soi » surprenant, mais pas plus que l'autre découvert lors de relations amoureuses et pas moins attractif ! Leur faire comprendre que cette résistance, au sens véhiculé, est plus nécessaire, aujourd'hui, que la communication est un pouvoir politique, qui, à la différence des trois connus de la démocratie, a les moyens de ses ambitions, des bonnes, mais d'autres aussi. Dans ce cadre, leur faire comprendre, combien les moyens, utilisés pour communiquer le sens véhiculé, ne sont pas neutres. Leur expliquer, qu'à la différence de leurs parents, plus marqués par des contenus écrits où l'imagination « gambadait » dans des prairies de sens, eux vivent dans un univers d'images dont formats et couleurs ad hoc, enferment un sens privilégié. Combien le récit, répété, avec un vocabulaire convenant, dominera la compréhension des faits, etc. Combien, finalement, images, récits, musique et personnalités choisies conduiront à agir comme..., car ils en donneront la valorisation contaminatrice, peut-être aussi l'histoire héroïque et/ou la légende. Et enfin, combien tout sera d'autant plus facile que la personnalité se construit ainsi, mais qu'en avoir une,

---

<sup>8</sup> Il en existe déjà des exemples en Belgique francophone et en France.

<sup>9</sup> Vient de sortir un travail de Fr. Pisani sur l'innovation téléchargement possible via *innovation explo.org* dont il découle un débordement d'innovations partout dans le village planétaire et non plus une survenance via des laboratoires privilégiés dont les opérateurs sont des ingénieurs. Dans ce texte, il convient de le rendre systématique et explicite.



requiert d'avoir conscience d'imprégnations diverses, d'essayer d'en alléger les poids. En outre, leur faire comprendre que, parfois pour sortir d'un moment douloureux, une imprégnation est nécessaire. En un mot, leur faire comprendre, que grandir, c'est découvrir que « notre écran intérieur n'est pas blanc » et que chacun baigne dans des valorisations laissant « aimer » cette « illusoire blancheur »<sup>10</sup>. Globalement, aider l'enfant à comprendre que le libre-arbitre est une culture de la liberté, pour se découvrir, en produisant du sens, tout en réussissant à « vivre ensemble », car on ne se construit pas sans les autres et non seulement l'outil d'un moment. Sous cet éclairage, chacun est le héros de sa vie ou de sa liberté, donc finalement de sa production de sens. A ce titre, nul n'est à un autre pareil et, par conséquent, n'est pas à embrigader dans des récits convenant, pour faire de lui une marionnette ou le soldat héroïque d'autres agissant à dessein de pouvoir. Avec la compréhension éclairée, la démocratie du suffrage universel brillera d'autres feux, car cherchera à donner des moyens aux libertés des citoyens, surtout, quand des modalités de démocratie participative la compléteront. Dans ce cadre, il y aura toujours des objectifs personnels, mais d'autres aussi, des collectifs, plus marqués par des choix réfléchis qu'à ce jour.

14. **Socrate et le « barbare »**<sup>11</sup>. Exprimer ses idées conduit à découvrir les réactions des autres, en plus de ses propres blocages. Mais, il importe tout autant de découvrir les états dans lesquels les idées sont exprimées. Par conséquent, un deuxième apprentissage doit avoir lieu : sortir des raisonnements pour approcher l'autre dans ses émotions, sentiments, passions, etc. Pourquoi ? Parce que cet autre, comme nous, n'est pas qu'une « modalité de raisonnement ». Cet autre, comme nous, a des coups de cœur, de folie, etc. Dans ce cadre, apprendre à considérer l'autre et à lui parler dans ses différences d'états et d'idées, ses ensembles étant d'ailleurs interactifs. Pour aboutir à quoi ? Avoir du respect pour lui, de la compassion, construire de la confiance ou peut-être apprendre à l'aimer. Retour vers « soi » aussi, car chacun, quoique sous intensité variable est pétri des mêmes glaises, autant de rigides potentielles. Globalement, mieux comprendre « vérités et erreurs » qui peuplent toutes les vies ou libertés, les entravent, souvent aussi, d'autant qu'on y est attaché, d'où beaucoup de servitudes volontaires. Apprentissages, non à l'occasion, mais de façon tendancielle. Apprendre aussi à dépasser les barrières culturelles en imaginant, tout naturellement, que l'autre, c'est « soi », dans un autre contexte culturel, seulement. Des habillages seulement. Dépasser les barrières culturelles, dès la petite enfance, pour éviter d'entrer dans des murs plus tard. Dépasser le barbare pour trouver l'autre « soi ». Comment faire ? En mettant les enfants en situation diverse, de façon régulière, tout en les faisant jouer. C'est, par exemple, ainsi que les enfants soldats d'Afrique sont aidés, à revenir vers la « paix », par des associations agissant sur le terrain<sup>12</sup>. Généraliser l'aide s'imposera bientôt : quand des familles de jihadistes reviendront vers l'Europe. Globalement, l'enseignant devient un passeur d'être, celui qui aide chacun à découvrir des passerelles pour aller vers l'autre : des passerelles d'une liberté à l'autre. Il facilite aussi l'éclosion de comportements, au service d'une socialisation normale, mieux comprise dans ses potentialités favorables et le contraire. Alors, une éthique personnelle de qualité devrait en venir, trouvant les coexistences entre les « moi » et les « toi » ou tous les « soi » : un équilibre entre les libertés et le bien commun, l'intérêt général.
15. Une meilleure compréhension de ce que trouver l' « autre » signifie, vraiment, est favorisée par l'entrée dans un théâtre où des personnes sourdes interprètent des chansons en utilisant la langue des signes. Cette expérience est double. D'abord, leur interprétation est musicalement traduite pour ceux qui écoutent, ces derniers découvrant des artistes comme tous les autres dont les gestes et la rythmique collent au texte. Ensuite, la musique ne résonne plus, et seule l'harmonie des corps la rend concrète. Dans ce cas, le public assiste à un ballet le renvoyant à une harmonie intérieure surprenante. Pour vivre cette double expérience, il faut aller à Paris, au théâtre d'E. Laboritte, dans le XV<sup>e</sup> arrondissement, je crois.

---

<sup>10</sup> Pour mieux comprendre ce qui vient d'être dit, se référer à : B. Cyrulnik, *Ivres paradis, bonheurs héroïques*, Odile Jacob, 2016.

<sup>11</sup> Dans la Grèce antique, le barbare est celui qui ne parle pas les dialectes grecs. Sa culture est dévalorisée par sa langue. Idem pour les Romains, pour lesquels, celui qui n'est pas romanisé est un barbare.

<sup>12</sup> A Bruxelles, une association appelée « Théâtre et réconciliation » montre la production théâtrale d'enfants soldats. On y découvre des êtres que l'on peut sauver pour peu que l'on veuille. Pour se rendre compte de ce qu'être enfant-soldat signifie, voir le film récent « Congo Paradiso ».

16. **La tête et les mains.** Apprendre ne signifie pas se remplir la tête et ignorer ses mains, d'ailleurs des personnalités sont plus manuelles ou intellectuelles que d'autres, mais toutes apportent quelque chose à la société. Cependant, celles, qui le font avec leurs mains, souffrent de dévalorisation, sauf exceptions : les sportifs de haut niveau, les grands couturiers, etc. Toutefois, on recommence à découvrir l'intelligence des mains<sup>13</sup> notamment dans le cadre d'un renforcement souhaitable de l'artisanat (3 millions d'emplois en France). Entre un premier mouvement dans la décennie 70 et un second, en cours, on y découvre un artisan atypique. Plus précisément, une personne décidant de devenir un artisan, alors qu'à l'origine, elle ne l'était pas. Par conséquent, une personne choisissant sa créativité du faire, pour vivre autrement, c'est-à-dire concrétiser des valeurs. Il s'agit souvent de souligner la beauté du faire, sans en négliger l'opérationnalité. La volonté de donner ainsi une âme aux objets, au sens d'une sensibilité presque existentielle, un acte, qui interpelle alors beaucoup, de nombreux humains en ressentant brutalement le vide. Une beauté comme une pointe d'iceberg dans une mer de laideur (pollution, etc.) et de froideur de sentiment. Une image, si saisissante, qu'elle appelle une fuite vers d'autres « lieux », baignés de lumière et de beauté. Un mouvement et aussi un cri vers un ailleurs esthétique ouvert sur la beauté et l'harmonie des choses et qui serait aussi un « chez nous ». On appelle ce nouvel artisan, un néo-artisan voire parfois même un néo-néo-artisan, demain un humain peut-être simplement. Quel que soit l'artisan, sous le faire « retrouvé », voire plus, des pédagogies nouvelles se découvrent pour toucher les autres. Une proximité nouvelle surgit. Par ailleurs, de façon plus spécifique, des fonctions sont améliorées comme l'exercice d'une responsabilité, de commandement voire de conseil. Par conséquent, il convient d'inviter les représentants des métiers à l'école et de façon systématique. Ici aussi un dialogue cognitif et existentiel doit avoir lieu, car « il n'y a pas de sots métiers, il n'y a que de sottes gens ! » et l'intelligence du faire n'est pas moins noble que celle du penser. De même l'intelligence des émotions pas moins noble que celle de la raison.
17. Inviter des praticiens à l'école comme des artistes permet aux enfants de faire la différence entre savoir et connaissance, cette dernière étant du savoir incarné dans du vécu. Ainsi, ils comprendront qu'eux aussi ont des chances de personnaliser ce qui leur a été transféré. Cet enjeu est tellement important pour réduire les perdants de l'école, qu'il doit conduire tous les enseignants à imaginer des tas de scénarios, pour que chaque enfant y trouve son ou ses rôle(s). Des scénarios divers, mais justifiés, car aucune personnalité n'est qu'une raison dominante. Plus fondamentalement, en chacun, il y a des combinaisons variées et variables de raison, émotions, passions, etc. Ce sont ces combinaisons, qui rendent parfois des enseignements stériles, car ils sont trop « mono culturels » en quelque sorte. Des contenus (raisonner) sont privilégiés comme des comportements (se concentrer). Chacun est une tour de Babel intérieure, en plus de vivre dans un univers babélien !
18. « **Moi** », « **eux** » et « **nous** ». L'autre se découvre aussi, plus tard, dans des collaborations, demandées au travail et via le suffrage universel, liant tous les votants, par une règle de majorité, loin d'en être une d'objectivité. Sous ces axes de contrainte éventuelle, Il convient de favoriser l'apprentissage de la collaboration et de la démocratie à l'école. Souvent, en effet, c'est, lors de collaborations, pour gagner sa vie, que l'on ressent la force des différences de points de vue, les écueils des états émotionnels et culturels. A fortiori, dans des sociétés où l'individualisme est cultivé comme le plus précieux des trésors. Alors l'envie surgit plutôt d'imposer ses différences. De même, dans des contextes de travail où résonnent les consignes d'un management des hommes dont la seule cible est la performance individuelle. Une collaboration qui n'est alors qu'un scénario permettant de faire le tri, pour cibler les plus rentables et jeter les autres, dès que l'occasion se présentera. Dès lors, le scénario, souvent retenu, est « jouer » la collaboration de façon à faire partager des différences sans blocage par des coalitions. Le scénario de collaboration devient celui d'émergence d'un leader « soft » soit faisant partager ses différences, tout en motivant les autres. La force des convictions et la proximité avec les autres opèrent fortement dans ce cas. La collaboration commandée peut aussi être marquée par du charisme. Dans ce cas, le charismatique est celui dont les autres veulent partager les différences, pour collaborer avec lui. C'est l'honnêteté du charismatique qui importe alors. A l'âge adulte, beaucoup de collaboration restent donc peu fécondes, étant plus vécues comme des contraintes, voire de

---

<sup>13</sup>Voir par exemple : H. Jaquet, *L'intelligence des mains*, Harmattan, 2017.

stratégies opportunistes, que comme des expériences ayant aussi un côté enrichissant. De même, la démocratie est-elle enthousiasmante si personne n'a appris que construire ensemble, en confiance, prend du temps? Que des erreurs en font partie ! Dans une société, la confiance de l'un vis -à- vis de l'autre s'expérimente comme sont découverts la relativité des points de vue et le vibrato des états émotionnels. Chacun doit apprendre à se situer entre naïveté et cynisme.

19. A l'instar du passé, l'éducation nouvelle indique qu'il faille apprendre des comportements de base en plus de matières l'étant aussi, pour essayer de s'épanouir, dans un monde ouvert par l'économie de marché et la communication planétaire. Un monde présentant des intégrations, mais aussi des ruptures remettant en lumière des crispations historiques voire des érosions culturelles non oubliées. Dans ce cadre, il convient de souligner qu'aucune culture n'a le monopole d'explication du monde et des êtres. Par conséquent, à ce jour, apprendre les cultures des autres, à l'école et plus tard, est incontournable. Mais à l'évidence, il faut aussi apprendre sa propre culture, car dépassant les raisonnements sur elle, des savoirs se comporter dans des univers d'émotions, de passions s'en dégagent. Il conviendra donc de faire chanter, danser, peindre, etc. les enfants. Donc, au fur et à mesure du déploiement de l'éducation nouvelle, des questions d'horaire des enseignements seront posées. Pour y faire face, il faudra progressivement travailler sur l'interactivité des différents niveaux d'enseignement, plus en termes de personnalité se construisant qu'à ce jour.
20. Sous les apprentissages et expérimentations de l'éducation nouvelle, la pratique de l'interdisciplinarité en sciences voire la transdisciplinarité sera favorisée dont dans les enseignements universitaires et programmes de recherche. Alors, de nombreux scientifiques seront mieux faire face à de grands enjeux mondiaux portant sur l'énergie, l'eau, le climat, la nourriture, la santé, etc.<sup>14</sup>. Aujourd'hui, faire carrière conduit souvent à faire l'impasse sur ces fécondités croisées de sorte que de nombreuses questions restent sans réponse.
21. **De l'identité personnelle.** Les apprentissages et expérimentations éducatifs aideront chacun dans la construction d'une identité, sous une « meilleure » liberté, car en compréhension de ses limites, toutes choses étant par ailleurs égales, les croyances et valorisations de chacun, dans le contexte de leur rencontre fortuite, institutionnalisée, touristique, etc. Dans ce cadre, **la liberté individuelle apparaîtra non plus comme une singularité, mais une pluralité de causes, « soi » couvrant de nombreux « moi », une compréhension clé pour vivre et agir en société démocratique, régie par un état de droit garantissant la liberté individuelle, mais une société soumise aussi aux influences de communications ad hoc valorisant des « moi » plutôt que d'autres dont au nom de la concurrence, de marchés ciblés, etc.** A fortiori, aussi dans des sociétés où la religion est parfois instrumentalisée. Dans ce cadre, il convient de comprendre que, dans toutes les religions il y a des malentendus et des malentendants<sup>15</sup>. Par conséquent, pour sortir de fermetures dangereuses : il faut utiliser sa liberté pour apprendre à penser sans béquille : **produire son libre-arbitre tout au long de la vie. Telle est, en fait, la culture citoyenne, requise, pour revitaliser la démocratie** des sociétés libérales, nonobstant des modalités de démocratie participative. Mais l'identité et sa liberté ne se satisfont pas seulement de compréhension, en libre-arbitre, des revenus d'expérimentation avec des protections, de la formation et du soutien bancaire sont aussi requis, autrement, tout n'est que discours sur le sexe des anges !
22. **D'entreprendre sa vie tout en la gagnant ou expérimenter sa liberté avec des moyens financiers.** Il s'agit de la **deuxième question de lisibilité de la nouvelle Economie politique : s'atteler à construire les revenu des talents, créativité et libertés et les protections accompagnantes.** Comment ? Par un centrage des modalités de formation et de financement sur ces trésors de l'apprentissage de la connaissance de « soi », en libre-arbitre. Plus précisément, chaque citoyen recevrait des droits de formation continue tout au long de la vie, éligibles quels que soient le statut du travail et les changements d'activités. **Les droits de l'homme et du citoyen seraient donc complétés par des droits à la formation continue sous financement public et contribution privée. Selon un cahier d'engagement fixant des conditions favorables de crédit, les projets, des uns et des autres, seraient financés par des banques**

---

<sup>14</sup> Les questions d'interdisciplinarité ont été débattues lors du symposium sur le sujet des 5, 6, 7 juillet 2017 à l'Université de Corte (Corse, France).

<sup>15</sup> Phrase de l'humoriste philosophe S. Touzani, prononcée durant son spectacle : *Liberté, égalité, identité*, joué au Centre culturel de Rixensart, Belgique, le 5 mai 2017 à 20 heures.

**dites partenaires, sous interdiction de spéculer.** Plus précisément, le secteur bancaire serait partagé en trois ensembles, à savoir : les banques partenaires des talents et créativité, le réseau de crédits aux PME établies et le reste des banques. Les deux premiers ensembles auraient une interdiction de spéculer et pratiqueraient des conditions financières privilégiées à leurs clients, ces derniers ayant une obligation d'y déposer leurs avoirs. Ces conditions seraient d'autant meilleures que les projets seraient orientés vers des fronts favorables à la vie (transition énergétique, économie circulaire ou sans déchets, etc.), une autre façon de penser au climat, et l'intelligence humaine, au sens large. Entrepreneurs leur vie fera de beaucoup de citoyens des artisans nouveaux, au sens où par leur savoir-faire, ils donneront vie aux valeurs qu'ils portent. Toutefois, certains redeviendront salariés et dans ce cas, il conviendra de veiller à ce que les entreprises, les recrutant, soient structurées sur les talents et créativité des personnels. Une réécriture du descriptif des métiers s'imposera donc. Globalement, **les citoyens apprendront à réaliser leur identité personnelle et seront aidés à en vivre.** Dans ce cadre, il faudra rencontrer non seulement leur besoin de formation occasionnelle, mais aussi celui de l'obtention de titres. Par conséquent, la formation tout au long de la vie n'atteindra sa pleine fécondité que lorsqu'il sera possible d'en venir à une formation diplômante, à tout moment, un scénario déjà possible dans certains pays scandinaves. Plus précisément, un citoyen, qui interrompt ses études, devra pouvoir y revenir, pour autant que la qualité du titre délivré soit maintenue. Dans ce cadre, avant de légiférer par titre, il faudra une validation par ceux qui en définissent les contenus. La formation continue devra être financée. Deux sources sont à envisager : les divers budgets publics (gouvernement et pouvoirs locaux) et les comptes des entreprises. Dans ce cadre, un taux privilégié de taxation des profits leur serait appliqué.

23. **Etre protégé par une sécurité sociale universelle.** Actuellement, la protection contre les aléas de la vie passe majoritairement par une sécurité sociale (en régime de répartition) liée au poste de travail et posant problème, en cas de changement de statut, durant la vie active et de licenciement. Par conséquent, les incertitudes des emplois deviennent celles de la protection envisagée. Sous les risques pesant sur les emplois dans l'avenir, du fait du déploiement d'une nouvelle robotisation voire de l'émergence d'une intelligence post humaine, il est presque trivial de dire que la sécurité sociale pourrait ne plus être financée, même sous différenciation des paiements de risques. En effet, ce changement mettra en concurrence l'intelligence humaine et l'artificielle, dans la mesure où toute logique découverte finira par être mise en logiciel ad hoc ou « routinisée ». Talents et créativité sont des réponses à cette concurrence comme la montée en gamme de qualité et l'innovation le sont à celle des produits à bas prix de revient. Dans ce cadre, comme pour la formation continue, un droit personnel de protection doit être donné à chaque citoyen, quel que soit le statut du travail. Formation continue et protection deviennent donc des droits des personnes, ne sont plus des attributs de travail salarié ou indépendant. **En effet, beaucoup de citoyens ne renâclent pas à prendre des risques, mais pas sans « filet » de protection.** Par conséquent, comme dans le cas de la formation, la nouvelle Economie politique doit répondre à une troisième question : « Comment financer cette protection ? » La réponse est en rassemblant des moyens publics et privés, sous engagements inscrits dans des cahiers des charges. Les sources envisagées sont d'abord les divers budgets (gouvernement et pouvoirs locaux), les paiements en répartition, capitalisation et ceux des mutuelles complémentaires. La sécurité sociale actuelle, mais avec un conseil de représentants des diverses sources, serait chargée de les collecter et de veiller à un équilibre annuel. Puis, une modification de statut de l'organisme central de sécurité sociale, de façon, à lui permettre de recevoir des dons de particuliers et entreprises et des héritages. Comme il n'est pas question de creuser le déficit des comptes publics (pouvoir central, local et sécurité sociale), une **fiscalité sur la productivité des robots** serait perçue<sup>16</sup>, dans le contexte de la redéfinition des responsabilités publiques, d'une appréciation des recettes y relatives dans l'avenir, d'un retour sur les niches fiscales au nom de

---

<sup>16</sup> Il s'agit d'une idée communiquée dans l'ouvrage suivant : P. Jorion, *Le dernier qui s'en va éteint la Lumière. Essai sur l'extinction de l'humanité* », Fayard, 2016, p 55-56. Cet auteur indique que le « père » de l'idée ne serait autre que l'économiste-philosophe suisse Sismondi (1773-1842). Ce dernier souligne que l'idée serait de faire bénéficier le travailleur, remplacé par un robot ou un logiciel, de la mécanisation globale, qui constitue un progrès pour l'espèce humaine dans sa totalité, au lieu d'en être simplement la victime. Très récemment, B. Gates s'est déclaré en faveur d'une telle taxe. A l'évidence, une telle taxe n'a de sens que sous négociations internationales y relatives, réussies.

l'emploi et de l'évolution envisagée de la dette publique. Un exercice de prospective devant être de qualité, quitte à tordre le coup à quelques illusions.

24. Les financements envisagés de la sécurité sociale constituent un scénario de prudence compte tenu de la montée en volume de la robotisation. En effet, oui, cette dernière créera du travail, mais exprimable en emplois nouveaux, qui pourraient bien oublier de plus en plus de citoyens, par manque de qualifications ad hoc. Pourquoi ? Parce qu'à l'opposé du passé, des puissances sont à l'œuvre pour y gagner le maximum. Elles se partageront les gains en disséminant les pertes. Le même scénario que la concurrence par le coût de revient du travail. En outre, jusqu'à présent, nulle information n'existe sur les engagements financiers requis pour former des tas de citoyens aux nouveaux métiers de la robotisation. Par conséquent, la construction d'un volant de croissance et de protection sur talents et créativité du plus grand nombre est incontournable. A fortiori, sous le défi du vieillissement de la population.
25. Par souci de prudence, une réduction du temps de travail devrait aussi être envisagée quitte à y revenir selon les circonstances. Quoi qu'il en soit, il convient de souligner que l'appel à la compréhension des citoyens requiert aussi cette réduction. En effet, dans un univers de performances sans cesse accrues, le temps personnalisé devient une denrée rare, a fortiori, quand il doit être pris sur celui consacré à la famille, aux « petits bisous » de la vie affective, etc. Dans ce cadre, permettre au plus grand nombre de gagner sa vie en capitalisant sur talents et créativité individuels, soutenus et aidés, est non seulement une modalité pour gagner sa vie, donner plus de cohésion sociale, mais aussi, être moins tributaire d'un temps à mendier pour... comprendre. Dans une démocratie à revitaliser, soumise à des chocs de communication et de gouvernance extérieure instable, la compréhension n'est pas un épiphénomène, c'est une nécessité ! Mais à l'évidence, les citoyens doivent le vouloir. Dans ce cadre, il est trivial de souligner que  **dans des sociétés de liberté, soutenue et protégée, chacun doit apprendre à vouloir.**
26. **De la prospective publique.** Il ne s'agit pas de creuser plus encore les déficits publics, même pour une « bonne » cause, car ce comportement empêcherait toute négociation, incontournable en plus, sur le futur de l'Union Européenne et, en outre, accentuerait la remontée, en cours, des taux d'intérêts. Par conséquent, il convient de redéfinir les responsabilités publiques, dans un monde de changement de paradigme, puis leur partage entre Etat central et pouvoirs locaux et enfin les recettes publiques à induire. Un partage de responsabilités devant réduire les duplications et pouvant même donner lieu à des modifications des espaces locaux, en vue d'une meilleure cohérence globale. Un travail de remise à plat incluant aussi un retour sur les niches fiscales au nom de l'emploi afin de corriger les erreurs d'inefficacité du passé. Il s'agit de travaux qui prendront beaucoup de temps du fait des enjeux (redéfinition de la puissance publique et recherche éventuelle d'une autre géographie locale) et qu'il faille naturellement y associer les citoyens et les universités. En effet, les enjeux n'ont vraiment du sens, sous la crise de légitimité politique en cours, que si leur contexte est éclairé, aussi bien que possible, soit si réponse est donnée à la question : « **Dans quelle société veulent vivre les citoyens demain ?** ». Une réponse difficile, car mettant « naturellement » en lumière les engagements (technologiques, commerciaux, etc.) hypothéquant déjà ce demain, en plus des contraintes venant des débats citoyens. En outre, obligeant à des choix au sein de légitimités et non du « blanc » face à du « noir ». La redéfinition des responsabilités des acteurs publics devra déboucher sur des **axes de fiscalisation efficace, régulièrement revisitée.** Quoi qu'il en soit, Il faudra de la **lucidité lors de l'appréciation des recettes publiques attendues,** car le constat risque d'être : si rien ne change (fraude fiscale, abus de défiscalisation, etc.) sous une croissance basse, des modalités de protectionnisme (E.-U.) voire de paradis fiscal légal (R.U.) les recettes resteront sous contrainte. Par conséquent, le constat prospectif pourrait être le suivant : sur une période longue, dix ans peut-être, un demain ambitieux sera limité à quelques priorités. Lesquelles ? Un changement d'éducation, un plan de partage des réseaux bancaires au service des talents et créativité à « booster », un modèle de sécurité sociale pour tous, en équilibre financier année par année et un plan de réduction du poids de la dette publique dans le P.I.B. Comment choisir ? Tout dépendra de la croissance réalisée au niveau national et d'un plan de relance négocié au niveau européen. Quoi qu'il en soit, le plan de réduction de la dette publique devra être en cohérence avec les priorités retenues, un scénario très différent d'aujourd'hui. Dans ce cadre, deux dossiers devront être disponibles : le premier rencontrant la norme européenne et le second, une norme nouvelle

sous les nouveaux axes financiers. Mais cela n'est pas tout, un arbitrage devra être recherché portant sur le statut des dépenses de défense. En effet, au niveau européen, certains pays n'ont quasiment pas de dépense de défense, malgré leur participation à l'O.T.A.N., à l'opposé d'autres. Et parmi ces autres, la France dépense, en plus, des moyens financiers pour ses actions contre le terrorisme en Afrique<sup>17</sup>. De même, il faudra prendre en compte les dépenses de sécurité de l'espace dit de Schengen.

27. L'exercice de prospective requiert une appréciation de la croissance attendue sur la période critique (dix ans dans notre raisonnement) en faisant flèche de tout bois, soit en soutenant talents et créativité, de façon prioritaire, et intégrant un plan européen de relance. Certes, il n'est pas facile à négocier, mais il est incontournable compte tenu de la crise sociale, en cours, dans les pays-membres et de l'état de l'U.E. Avec un agenda de priorités dont d'efforts budgétaires, demandés à chaque pays-membre, il est atteignable. Le plan de relance attendu s'impose en nature d'investissements publics et privés sous cahiers de charges ad hoc : **favoriser la transition énergétique ainsi que décidé lors des Cop 21 (Paris), 22 (Marrakech) et 23 (Bonn) et du « One Planet Summit » de décembre 2017 à Paris.**
28. **Du climat et de la vie biologique : Modifier les prix de revient et promouvoir l'économie circulaire.** La croissance du passé laisse de côté de nombreux coûts, à l'exception de celui du travail, le mal-aimé du libéralisme pratiqué. Il convient de rompre cette « cécité » (partialité amoureuse serait plus juste). Par conséquent, progressivement en venir à une **détermination des prix de revient plus complète**. Il conviendra de ne pas l'oublier lors des débats européens pour éviter que n'en surgisse un nième front de subsidiarité. Il aurait fallu mettre l'accent sur cet aspect des choses lors des diverses Cop. Des prix modifiés sont des obligations pour favoriser une économie circulaire, qui permet, déjà, de recycler beaucoup, mais à coût trop élevé. Des prix modifiés évitent aussi peu à peu d'aller « remplir » des pays lointains<sup>18</sup> de nombreux déchets dont de très dangereux.
29. **Du futur de l'Union Européenne.** L'agenda demandé à chaque pays-membre est aussi une excellente occasion de débattre sur le futur de l'Union Européenne, après une ouverture permettant à chaque pays d'indiquer comment ses choix ont été touchés par son adhésion. Au préalable, il conviendrait donc de demander à l'Union Européenne, un bilan annuel par pays, des recettes et dépenses européennes y relatives. De même à chaque pays-membre pour éclairer des contestations éventuelles. Durant le débat, des questions de cohérence économique, et d'égalité de responsabilité, par pays, devraient être abordées, qui n'empêcheront pas qu'apparaissent des responsabilités uniquement nationales. En outre, la question du comment traiter les dettes publiques des pays-membres devra enfin être réabordée. Cohérence économique, en effet, car tout « bon » économiste expliquerait, qu'il est impossible de défendre une monnaie unique, avec de grandes disparités de forces concurrentielles. Pourquoi ? Parce que, selon ces forces, des effets de surévaluation et le contraire apparaissent dans les régions des pays-membres. A titre d'illustration, la France supporte un choc de surévaluation d'environ 15 %, face à l'Allemagne (une sous-évaluation de 6%), qui touche surtout son industrie<sup>19</sup>, tout en portant une partie de la défense européenne (engagement en Afrique et 1.8 % du P.I.B. versé à l'O.T.A.N., une des meilleures performances après les E.-U. et quatre autres pays). Mais responsabilité nationale, aussi, dans le fait, pour la France, d'avoir sous-estimé la fécondité du modèle allemand de croissance (industrie et consensus) et surestimé celui des Britanniques (services et flexibilité outrancière)<sup>20</sup>. Pourquoi ? Fondamentalement à cause du modèle de pouvoir

---

<sup>17</sup> Un soldat coûte 100.000 euros par an.

<sup>18</sup> Un proche aussi : l'Italie.

<sup>19</sup> Cela se marque en termes d'emplois industriels. Depuis 2001, le pays a perdu un million d'emplois.

<sup>20</sup> L'Allemagne comprit, mieux et plus tôt que la France, la fécondité de maintenir une base industrielle locale. En effet, que consomment les classes émergentes ? Des marchandises plus que des services. Par conséquent, l'Allemagne s'est appuyée sur la réunification pour donner des avantages à son industrie (bradage de l'Est à l'Ouest dans le contexte d'une même unité monétaire) et plus tard, le chancelier Schroeder a poursuivi, par des réformes du travail, que le climat social du pays aida. Le pays a donc reconquis des marchés industriels en Europe et à l'extérieur, mais à un moment où les politiques de rigueur voire d'austérité n'étaient pas dominantes. Et enfin, les PME allemandes ont participé à l'élaboration du plan de robotisation de l'industrie du pays. La France n'a pas trouvé l'équilibre entre le modèle industriel à l'Allemande et celui des services, surtout financiers, des Britanniques. En outre, elle a confondu facilement « grands » groupes et grandeur de la France. Un réveil en faveur de l'industrie a eu lieu sous le précédent gouvernement, mais sous des politiques dominantes

trop hiérarchisé qui y domine toujours avec ses experts privilégiés : les « grands » groupes. Sous l'incohérence économique soulignée, chaque pays n'a pas eu d'autre choix que de remédier à l'effet de l'euro, avec ce qui était le plus compatible sous la logique dominante : tirer vers le bas le coût du travail et donc aussi la protection sociale. Par conséquent, partout, quoique sous des intensités variables, les paramètres du social ou encore du « vivre ensemble » auront été « les œufs cassés de l'omelette monnaie unique ». La construction européenne n'est pas non plus cohérente en termes d'égalité de responsabilité entre pays-membres : le cas du R.-U. qui appartenait à l'union, en conservant sa monnaie et possédait une place financière, de transactions majoritairement dans la monnaie unique, tout en laissant se développer des stratégies bancaires de paradis fiscal organisé. Ou encore l'Irlande défendant de grands groupes, localisés sur son territoire, face à leur mise à l'amende, par les autorités européennes, pour non paiement des impôts dus dans les pays de réalisation de leurs chiffres d'affaires. Dans ce cadre, l'U.E. a eu trop d'ambition : grandir vite en négligeant les conditions internes de l'élargissement impliqué. Négliger aussi les effets de concurrence interne voire de déconstruction potentielle de l'espace européen par la subsidiarité autorisée. De l'argent a ainsi été gaspillé. Mais pas seulement, des conditions de sensibilité des voisins ont été oubliées. La Russie a été considérée comme négligeable du fait de son état économique et, par conséquent, des relations de crispations avec elle ont été créées. Pouvait-on, en effet, poursuivre la même politique d'extension (influence) en proposant un traité d'association à l'Ukraine, en oubliant que 30 % de son industrie appartenaient aux Russes ou encore que 60 % de ses travailleurs y produisaient directement ou indirectement pour le grand voisin. C'était négliger la volonté des Russes de s'en sortir, de revenir sur la scène mondiale, en plus d'oublier que la Russie fournit 30 % du gaz consommé en Allemagne<sup>21</sup>. Était-ce vraiment beaucoup demandé aux diplomates européens de ne pas oublier la sensibilité de la Russie, à sa périphérie, alors que cela fut toujours évident pour les E.-U. Un comportement irresponsable a eu lieu, d'autant qu'un espace de croissance allant de l'Atlantique à l'Oural est envisageable en termes d'avenir meilleur pour l'U.E. et ses voisins de l'est : la Russie et la Chine. En fait, un choix politique favorable, à une organisation d'un passé de guerre « froide », l'O.T.A.N. a vraisemblablement eu lieu, un choix à modifier dans l'avenir.

30. Beaucoup de pays sont lourdement endettés au plan public. Il faut de la croissance pour sortir de cet état, mais pas seulement : un plan de maîtrise de la dette publique s'impose par pays. Dans ce cadre, il faut convaincre l'Allemagne, en proie au doute, sur beaucoup de partenaires. L'agenda de chaque pays et le bilan européen y relatif sont des paramètres permettant de modifier ce doute. Dans ce cadre, il serait aussi possible de rappeler à l'Allemagne, qu'en 1954, elle a bénéficié d'un traitement de faveur : réduction d'une partie de la dette restante<sup>22</sup> et échelonnement du reste<sup>23</sup>. En plus, il conviendrait de revenir sur le non-paiement de dommages de guerre à la Grèce. Envisager une autre gestion des dettes publiques est aussi une façon d'éviter un assèchement d'acteurs détenant ces dettes et donc un accroissement des risques venant d'un mouvement en faveur de titres plus risqués. Ce sont, en effet, les grosses entreprises qui détiennent les dettes souveraines. A titre d'illustration, de 1957 à 61, les grosses entreprises américaines détenaient 66 % de ces dettes, 65 % de 1977 à 81, mais 82 % de 2006 à 2010<sup>24</sup>.
31. Le dialogue intra-européen devra aussi porter sur la gestion de la masse monétaire, qui est opérée de façon tendancielle pour éviter un dérapage de l'inflation. Un arbitrage permanent entre croissance et inflation est nécessaire, comme aux E.-U. Enfin, un ultime point de dialogue : la question des réfugiés venant de zones de guerre (Libye et Moyen-Orient) ou fuyant le sous-développement (Afrique généralement).
32. Sous ces exemples, il devrait être demandé à chaque pays-membre un choix clair : pour plus ou moins d'Europe, en expliquant ce que cela signifie pour lui. Après il faudra conclure. Quoi qu'il en soit, le débat est inévitable. Dans ce cadre, les pays en faveur de plus d'Europe doivent être clairement engagés sur une cohérence d'ensemble, sinon cela ne sert à rien. Très vite, les pays-membres devront se prononcer sur une défense européenne, la position du nouveau président

---

défavorables et des chocs de personnalité. Par conséquent, peu a vraiment été fait pour sauver les PME industrielles.

<sup>21</sup> La Russie possède 17 % des gisements mondiaux de gaz.

<sup>22</sup> 70 % environ de la dette du passé (deux guerres mondiales) avaient été payés.

<sup>23</sup> Fin en 2015.

<sup>24</sup> Source : P. Jorion, op. cit. p 122.

américain les y poussant. La question sera alors : « Comment construire cette défense compte tenu des faibles moyens disponibles ?<sup>25</sup> » ou utiliser l'O.T.A.N. C'est vraisemblablement ce choix qui aura lieu. Dans ce cadre, rééquilibrer les rapports d'influence, entre les E.-U. et les « Européens », au sein de cette organisation, s'imposera. Un effort financier important en sortira. Mais il n'est pas suffisant. En effet, une diplomatie clairvoyante doit aussi surgir pour ouvrir des dialogues de qualité avec la Russie et la Chine. Puisque que les E.-U. vont se centrer sur leurs intérêts, les Européens ne peuvent oublier les leur, dont « organiser » l'espace de l'Atlantique jusqu'à l'Oural et penser à l'Afrique.

33. Débattre du futur de l'U.E., c'est aussi se préoccuper de l'espace d'une croissance future. Dans ce cadre, cette union doit construire avec la Russie et la Chine, un vaste espace de coopération allant de l'Atlantique à l'Oural et par-delà. En plus de stabiliser ses approvisionnements énergétiques, l'U.E. cherche des opportunités d'investissement, la Russie peut l'y aider dans les deux cas. Elle y a d'ailleurs intérêt, car sa croissance est trop faible et sa dépendance à l'égard des matières premières trop forte<sup>26</sup>. Mais dans ce dernier cas, la Russie ne peut lâcher la proie pour l'ombre, d'où ses efforts de prospection et développement en Arctique. De même, la Chine doit développer l'intérieur de son territoire, sa côte est saturée. Elle regarde donc vers l'ouest, des territoires russes, froids, dont certains autrefois chinois. Elle y investit, en plus d'y envoyer des travailleurs. Elle développe aussi le projet de la route de la soie pour accéder facilement aux marchés de l'ouest européen. Jusqu'à présent, la Russie a accueilli favorablement les « entrées » chinoises sur son territoire, mais sans oublier la montée possible de prétentions territoriales de l'« Empire du milieu » comme dans la Mer de Chine, actuellement. Equilibrer les investissements étrangers en Russie s'impose donc. Coopérer avec la Russie n'est pas seulement une question de croissance, c'est aussi un moyen de pacifier le continent européen. Et de toute façon, sur nombre de dossiers extérieurs, la Russie est incontournable, les évolutions du dossier syrien le prouvant.
34. L'U.E. attire les Africains, car malgré ses crises en cours, elle leur paraît toujours être un eldorado. Certains européens n'y voient que des montées de « pauvres », de problèmes d'illégaux donc, pour être précis. Mais c'est ignorer la vitalité montante d'un continent, qui, à terme, donnera le plus d'enfants au village planétaire. Il faut saisir cette chance en développant avec lui des axes de sécurité et de croissance endogène<sup>27</sup>. De nombreux Etats africains sont déstabilisés, par des mouvements de rébellion et/ ou de terrorisme, en plus de vivre sous corruption endémique. La priorité est de mettre fin à leur déstabilisation, une fin qui aura d'ailleurs aussi des effets sur leur corruption. Une obligation aussi, car la défaite, attendue des jihadistes, au Moyen-Orient, va vraisemblablement provoquer un sursaut de déstabilisation en Afrique, dans des zones où ils sont déjà en action (Libye, Sahel, Egypte, etc.) voire dans de nouvelles et pas seulement en Afrique, en Asie, par exemple, dans les Philippines. La seconde priorité est de régler le plus vite possible des questions basiques d'un développement humain, toujours en panne de réalisation de ses objectifs du Millénaire. Ensuite, ériger des centrales solaires dans des zones sécurisées pour que l'Afrique ait de l'énergie renouvelable à profusion. Enfin, revenir sur une découverte américaine : la nappe phréatique importante dans le sous-sol du Sahara, pour que l'Afrique puisse nourrir ses enfants. Pour piloter ce rêve africain, il faut des acteurs européens et africains, les deux continents en bénéficieront.
35. **De la démocratie participative.** Il faut sortir des crises par le haut, ce qui signifie en instaurant une démocratie participative de qualité. Quatre axes sont proposés. Premier : Dans chaque mairie, un forum permanent d'audience de la société civile sera ouvert afin que cette société donne son avis sur les enjeux d'avenir sans oublier l'Europe. Les universités détacheront des chercheurs pour animer les forums en partenariat avec des représentants de la société civile. Des doctorants en synthétiseront les débats dans des rapports ad hoc transmis aux pouvoirs publics. Deuxième : Toutes les collectivités locales enverront des membres, pour siéger dans un sénat, transformé en lieu de dialogue, entre gouvernement, élus locaux et société civile, sur les enjeux et

---

<sup>25</sup> Seuls deux pays, la France et le R.-U., ont une panoplie nationale de moyens de défense.

<sup>26</sup> D'où la politique des terres à cultiver, dans l'Extrême-Orient russe, qui vient d'être lancée. Le gouvernement offre des terres à un faible coût de location à des fermiers, qui ont cinq années pour rentabiliser leurs exploitations. En cas de succès, ils deviennent propriétaires. Mais cette politique a aussi un autre but, peupler un vaste espace qui fait des envieux dont la Chine.

<sup>27</sup> Capitalisation sur les forces productives internes en priorité.



les politiques y relatives. Le sénat deviendra donc un lieu d'arbitrage entre rêves et réalité. « France stratégies » en proposera la synthèse finale, une fois par an, avec des objectifs à remettre dans les politiques publiques. Les deux derniers axes sont la proportionnalité et l'architecture des contre-pouvoirs démocratiques.

36. Souhaiter plus de participation requiert de faire sauter des verrous institutionnels qui empêchent que des opinions soient représentées. Il y en a dans de nombreux pays. Par exemple, le vote des grands électeurs aux E.-U. ou le seuil de 5% pour un parti politique en France. Le meilleur système est une proportionnalité intégrale, mais son écueil est la constitution d'un gouvernement stable, d'où le scrutin à un tour au R.-U. et à deux en France. Quoi qu'il en soit, au fur et à mesure que les citoyens travaillent leur compréhension, il n'est pas bon d'en oublier des ensembles, « les votants blancs » compris. Dans ce cadre, l'avantage est aux courants d'idées sur les partis politiques, car la compréhension est une logique d'ouverture. Elle dépasse les frontières droite-gauche. Mais il ne convient cependant pas d'idéaliser les courants d'idées, car comme les partis politiques, ils sont menacés du même écueil : ne plus écouter les citoyens, d'où la nécessité de modalités de démocratie participative comme indiqué plus haut. Ces modalités, outre, un travail des citoyens sur des thématiques sociétales, aident aussi ces derniers à pratiquer l'ouverture politique portée par les courants d'idées, par rapport aux partis politiques, un comportement pas facile. Pourquoi ? Parce qu'il faut apprendre à faire confiance à son « ennemi d'hier » au nom d'une impossibilité de porter la « vérité » attendue. Pour y arriver, il faut avoir expérimenté cet état par une éducation ad hoc. De même, cette dernière, aide à rester patient, car le décanage des idées prend du temps comme une moisson. Ainsi se construit une stabilité politique favorable à l'action gouvernementale, sous débats d'idées par les citoyens. Globalement, la démocratie participative, en modalités et représentation, sous une éducation ad hoc, devient un art de la cohésion sociale.
37. Revitaliser la démocratie requiert aussi de se pencher sur son architecture de contre-pouvoirs démocratiques, un travail à confier à quelques « sages », tant il requiert une connaissance, fine, des rouages et interactivités des pouvoirs se pratiquant explicitement ou implicitement, dans une démocratie libérale représentative. Leur confier aussi la question de la limite d'invalidation des résultats électoraux en termes de taux élevé d'abstention.
38. Toutes les questions abordées plus haut devraient être l'objet de débats participatifs. L'une des plus sensibles est la robotisation. Dans ce cadre, il faudra bien faire comprendre que des impasses peuvent n'être que des effets d'optique seulement. Considérer les choses, sous plusieurs regards, peut aider à faire naître des chances d'avenir meilleur pouvant surprendre. A titre d'illustration, il ne sert à rien de lutter contre la robotisation, déjà bien en cours. Il faut donc apprendre à en tirer le meilleur parti. A l'évidence, quand bouillonnent talents et créativité, la frontière des contraintes de la robotisation sur les emplois pour des masses de citoyens se déplace. En effet, sans cesse talents et créativité nourrissent un cognitif, existentiel, en déploiement, dont la standardisation favorise la robotisation, quand le marché, seul, élit des privilégiés. Capitaliser sur les talents et créativité du plus grand nombre devient donc incontournable. Il s'agit d'une rupture dans la façon d'envisager l'éducation des citoyens par rapport au passé. En effet, au XIXe siècle, l'éducation publique obligatoire a servi des fins politiques, mais aussi économiques. En effet, il fallait donner à l'industrie une main d'œuvre ad hoc, qui lui donnerait aussi sa demande de croissance et sa paix sociale. Un approfondissement de cette nécessité a eu lieu au siècle suivant. Toutefois, dans le dernier quart de ce siècle, dans le contexte d'un village planétaire progressivement ouvert à la concurrence du marché, cette nécessité a atteint ses limites de constitution d'une économie de bien-être, par distribution organisée des gains de productivité du travail. Ou encore par interactivités entre offre et demande pour nourrir développement et citoyenneté sur des espaces politiques, souverains, donnés. Aujourd'hui, il faut adosser la croissance et son climat social à de nouveaux patrimoines cognitifs, et existentiels, pour créer des activités, des revenus, de la protection, en dehors des exportations et nourrir l'offre face à la standardisation de l'intelligence via les robots, tout en améliorant la cohésion sociale et l'égalité des chances. De même, il ne sert à rien d'interdire de travailler sur l'intelligence post humaine. Toutefois, faire éclore talents et créativité du plus grand nombre, c'est indiquer clairement que personne n'a encore pris la mesure de l'étendue de l'intelligence humaine ou de la culture d'une société démocratique qui veut s'en donner les moyens. Par

conséquent, il est logique de parier sur elle avant de la passer par pertes et profit, un comportement ayant tout d'une posture idéologique.

39. Ce qui vient d'être dit s'applique aussi au changement climatique, qui requiert la constitution de filières scientifiques, techniques et d'activités en faveur de la vie sur la planète. Et de même de nouveaux comportements<sup>28</sup>. Changer la détermination des prix de revient, sous cet enjeu, est incontournable pour éviter de devoir constituer des enveloppes budgétaires trop lourdes pour les finances publiques. Plus il y aura de recyclage et moins les prix de revient seront alourdis. Dans ce cadre, il convient de viser la réalisation d'une économie dite circulaire, soit qui n'a pas de déchet.
40. **Du développement : le B.N.B. voire le Be.N.B. plutôt que le seul P.I.B.** Les pistes proposées ont pour but de changer l'état social et les effets sur le climat du développement des démocraties libérales sortant de leur double crise. Par conséquent, elles doivent être traduites en nouvelles données alliant repères quantitatifs et qualitatifs. Un Bonheur National Brut (B.N.B.) devrait en découler ou un Bien-être National Brut (Be.N.B.). Comment le calculer ? Deux façons existent à ce jour : mobiliser des informations comme les Nations Unies ou l'Ecole économique de Paris. Quoi qu'il en soit, les méthodes disponibles n'empêchent pas d'y réfléchir librement, d'autant que la transition énergétique doit aussi être vécue et non seulement mesurée. Voici quelques exemples de front sur lesquels, Il faudrait des informations : alimentation disponible (boisson comprise), scolarité (centrage sur l'échec scolaire), santé (facilité d'accès et coût inclus), relationnel (angle de l'épanouissement personnel), culture (facilité d'accès et coûts inclus), transition énergétique (comportements favorables et économie circulaire incluse), corruption (indicateurs de transparence des décisions publiques), communication (qualité globale et indicateurs de manipulation), vie biologique, beauté et valeurs de la société. Une grande partie des informations nécessaires sont déjà disponibles. Quoi qu'il en soit, des questions seraient posées selon deux axes, à savoir : chacun rapport à soi et aux autres, chaque année, et au plus près du terrain de la démocratie participative : la mairie.
41. **Beauté.** Pourquoi parler de la beauté dans un indicateur de Be.N.B. Parce que le monde est naturellement beau et que le développement l'a enlaidi directement par des pollutions variées et des atteintes à la vie à laquelle l'homme appartient. De même indirectement par les valeurs ultra - individualistes promues, créatrices d'inégalités montantes et de dévalorisations culturelles dont identitaires et organisationnelles. Dans ce cadre de perte de référence autre qu'un « moi » égoïste, sans travail sur l'intériorité plus complexe du « soi », l'homme tend remplir son univers intime sans esprit critique, mise en doute. Par conséquent, qu'il s'agisse des discours religieux ou économiques, il peut devenir dangereux, pour d'autres, qu'ils rencontrent au gré de ses expériences voire de son nomadisme. Pourquoi ? Par ce que ces autres ne sont plus expérimentés librement, ils le sont, comme il convient, sous une construction de « toiles » pour des projections ad hoc. La concurrence promeut le combattant, performant, triomphant du « double » moins cher, la religion, le « bon » croyant face au croyant, le militant au mécréant. Par conséquent, l'individu devient un homo « oeconomus » et le croyant, un décervelé : des aveugles en somme, qui deviennent souvent des malentendants. Le partage d'un cadre global de vie disparaît donc, progressivement, au profit d'univers fantasmés, autant de théâtres convenant à des prises de pouvoir. L'étroitesse des sentiments,- des raisonnements et l'indifférence pour le cadre naturel de la vie deviennent alors des marquages d'une absence de partage de tout. On ne saurait plus alors promouvoir et renforcer la beauté du monde, car cette dernière se donne à tous comme référence d'un agir à partager. Quel est le sens du monde ? Personne ne le connaît, mais tous reçoivent sa beauté. Cette dernière est donc une sensation faite sens. La beauté du monde est donc une doctrine de l'agir des humains reconnaissant qu'ils partagent une même beauté, même s'ils la regardent de façon spécifique. C'est une autre façon de dire qu'ils partagent un village commun. Par conséquent, la beauté du monde interpelle en termes d'éthique personnelle et finalement collective, dans une démocratie. Elle est donc fondatrice de morales partagées sous-tendant le développement sociétal. La beauté est peut-être, dans ce cadre, le premier universalisme fédérateur du village planétaire : celui qui fait rêver du monde et construire les

---

<sup>28</sup> Réduire de façon systématique la consommation d'énergie fossile tout en prenant de nouvelles habitudes de vie : cesser de gaspiller, être moins sensible aux apparences d'être, manger moins de viande, aller vers les autres, etc. En un mot, comprendre que vivre dépasse toute aventure marchande, quelle que glorification faite.

sciences, techniques et arts, les cultures en somme, pour accoucher d'un peu de son sens ou peut-être plutôt « goûter » son essence. La beauté du monde est, en effet, une jouissance qui saisit à des échelles d'observation allant du plus grand au plus petit. Quoi qu'il en soit, plus on la trouve et plus on la cherche, car on découvre qu'il n'est pas possible de s'en rassasier. Par conséquent, des esprits formatés ou simplement gourmands ne peuvent qu'en devenir chagrins. Donc, elle requiert des libertés en déploiement de vagabondages, du libre-arbitre, donc, en expérimentation. Beauté du tout et liberté de penser de chacun sont donc les « filles » ou déesses de ces réalités mystérieuses nommées monde et humanité. Pour embrasser la beauté, il faut la liberté, une sorte de papillon en vagabondage. Beauté et liberté sont nécessaires pour vivre et sortir d'un enfermement existentiel : « moi », porteur de souffrance. Accéder au monde tel est le but. Dans ce cadre, elles sont au service de l'émergence de la conscience pour le plus grand nombre, une grande aventure existentielle, au service de laquelle œuvre la démocratie au plan politique. Dans ce cadre, la démocratie actuelle n'est pas la fin de l'histoire. Sous le changement climatique, c'est peut-être le contraire : changer pour devenir membres de l'humanité en conscience d'être « soi » avec les « autres » et aller vers la beauté.

42. **Des dialogues au niveau international.** Les crises vécues par les démocraties libérales représentatives doivent les conduire à travailler en interne sur leurs valeurs et à se reconstruire dans ce cadre. Elles pourraient surprendre à ouvrant un dialogue ad hoc avec l'islam, non pas seulement pour faire face au terrorisme de citoyens isolés, mais pour s'enrichir de regards différents sur l'avenir du village planétaire. Une posture existentielle nouvelle donc, à la lumière d'un passé plutôt marqué par des inégalités de considérations, à tout le moins. Organiser ce dialogue pourrait être demandé à la Turquie, pour le sunnisme, et l'Iran, pour le chiisme. Il aiderait ces pays à occuper une nouvelle position de responsabilité éclairée, au plan international, un scénario de moindre clair-obscur, qu'à ce jour. Oublier le passé de crispations voire de blessures, enfin, est aussi le but. Pratiquement choisir la Turquie pourrait provoquer la crispation de l'Arabie Saoudite, l'autre grande puissance sunnite. Par conséquent, il convient de trouver un pays musulman dont le crédit moral et intellectuel transcendera les « égos ». Le **Maroc** est particulièrement bien placé pour jouer ce grand rôle.
43. **Conclusion.** Globalement les impasses du moment sont des chances de faire émerger la nouvelle Economie politique des boutons d'or. Y répondre requiert des talents et créativité en masse, avec des mesures de soutien, la volonté d'améliorer les finances publiques et des négociations au niveau européen. Ce qui vient d'être proposé n'est pas un nième discours politique. Il s'agit simplement d'une réponse à une nécessité nouvelle : sans un social nouveau, la croissance en nature modifiée (transition énergétique et promotion de l'intelligence humaine) dans la démocratie revivifiée ne sera pas au rendez-vous. Alors sans pessimisme exagéré, l'instabilité sociale deviendra grandissante, au point que les régimes politiques devront veiller sur la sécurité intérieure, en plus du terrorisme, comme objectifs prioritaires. Sans croissance, cette sécurité deviendra de plus en plus chère. En quelque sorte, les démocraties libérales représentatives seront entrées dans le roman de Boualem Sausal, *2084, la fin du monde*, Gallimard, 2015. L'ordre, quels qu'en soient les fondements, devra y régner, avec ses conformités comportementales et chacun y recevoir de quoi de pas mourir de faim seulement.
44. La création d'une nouvelle économie, se nourrissant des talents et créativité des uns et des autres, est une ode à la liberté individuelle, bien comprise, en limites intrinsèques, comme à son vouloir et une réponse identitaire, renforcée par la démocratie participative instaurée. Ainsi l'identité personnelle ne combat plus la citoyenneté, car toutes deux sont portées par chacun et sous une convergence d'objectifs « soi » avec les « autres ». Cette nouvelle économie avec la transition énergétique (économie circulaire incluse) changera la qualité de la démocratie dans les sociétés qui ont la chance d'en jouir encore. Par conséquent, le marché cessera de tout dominer, car d'autres valeurs prendront le pas sur la marchandisation du monde et des êtres. Alors, je crois que la beauté du monde sera ramenée sur le devant de la scène de la volonté d'agir en conscience.